

Bien entendu, une entente ne serait pas tellement utile si la France et, notamment, la Chine communiste n'y adhéraient pas. Autant d'indices qui montrent que les rapports s'améliorent, mais nous ne devons pas pour autant laisser tomber nos armures. Même si l'on reconnaît que la situation s'améliore, il est tout autant nécessaire qu'auparavant de maintenir nos moyens de défense. . . .

### Aucun engagement renié

Nous avons fondé nos décisions sur la sécurité du Canada et le maintien de nos responsabilités internationales, et nous continuerons à prendre nos propres décisions. Aucune autre considération n'est entrée ni n'entrera en jeu. Je déclare d'emblée que quiconque prétend que le Canada n'a pas donné suite à quelque engagement d'envergure internationale débite une fausseté. Le Canada ne renie pas, n'a pas renié et ne reniera pas ses engagements. Que cela ne fasse aucun doute. . . .

. . . La défense constitue un problème complexe et épineux, non seulement pour le Canada, mais pour tous les pays du monde libre qui sont en butte à des difficultés à cet égard. Tous ont dépensé de l'argent pour des armes et autres choses du genre qui, avant d'être fabriquées, ont dû être mises au rancart. Quelqu'un a dit, et je crois qu'il s'agit là d'un slogan qu'on voit aux murs de certains établissements de défense des États-Unis, si ça fonctionne, c'est désuet. Les plans et les moyens de défense ont connu une expansion énorme. Que de fois n'a-t-on pas constaté qu'une arme avait cessé d'être utile avant même d'avoir été distribuée. . . .

Je voudrais signaler quelques règles générales que le gouvernement actuel a adoptées. Nous affirmons que nous prendrons toujours les mesures voulues pour protéger le pays. Ces mesures, nous les avons prises. De fait, comme l'a dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures le 17 décembre, à son retour à la Chambre des communes après avoir assisté, à Paris, à la conférence de l'OTAN, les pays membres de cet organisme ont tous, sans exception, rendu hommage au Canada pour la façon dont il s'était acquitté de ses responsabilités. On a donné à entendre aujourd'hui que, dans l'intérêt de la sécurité collective, nous devrions collaborer à des initiatives qui, pour nous, seraient sans grande valeur. Voici notre position: le Canada a collaboré et continuera de le faire, mais il ne saurait être un pion que d'autres pays peuvent pousser dans un sens qui, de l'avis de la population canadienne, n'est pas digne de sa souveraineté.

Nous avons cherché, dans l'ensemble, à faire notre part pour assurer la sécurité du Canada, à travailler en relations étroites avec nos alliés et à hâter en même temps le désarmement, qui constitue le seul espoir de paix. C'est là ce à quoi nous visons, c'est là notre but et notre objectif. Nonobstant les conséquences sur le plan politique, nous ferons en sorte d'accomplir ces choses et de nous acquitter ainsi de nos responsabilités. Nous allons collaborer pleinement avec les pays de l'alliance occidentale, mais nous déterminerons nous-mêmes, au Canada, la forme que revêtira cette collaboration. Nous allons